



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Marchés sous tension

La BCE élargit l'accès mondial à ses prêts en euros

La Banque centrale européenne va élargir de façon permanente l'accès à ses liquidités en euros aux banques centrales du monde entier. Une décision destinée ... • (Page 08)

Afrique de l'Ouest

Vista Group Holding acquiert Saham Assurances Niger

Vista Group Holding, groupe panafricain de services financiers, annonce avoir finalisé l'acquisition de 99,99 % ... • (Page 10)

Inflation en dessous de 3% en 2025

Le Togo respecte le critère de convergence de l'UEMOA

• (Page 05)

BIOFACH 2026

Le Togo s'affirme parmi les acteurs majeurs du bio mondial

Neuf entreprises togolaises ont représenté le pays à BIOFACH 2026 à Nuremberg. Sous la coordination de la ... • (Page 02)

Entreprises

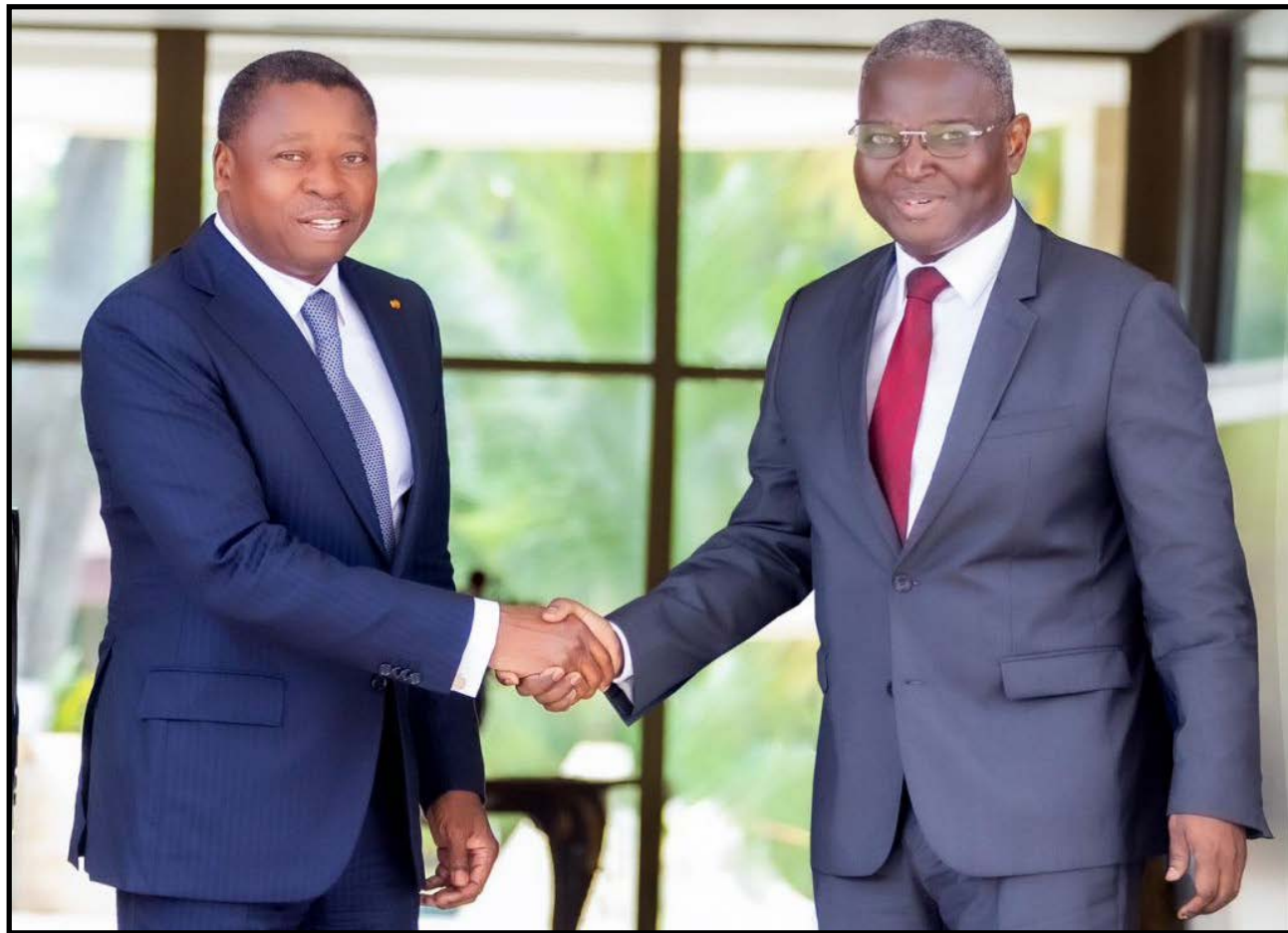
Forte accélération de l'activité économique au 3ème trimestre 2025

L'INSEED annonce une nette reprise de l'activité des entreprises en octobre et au troisième trimestre 2025. Industrie, commerce, ... • (Pages 04)

Coopération AMF-UMOA FMI

Echanges sur les perspectives du marché financier régional

Le Président de l'Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (AMF-UMOA), Kossi Tenou, a reçu le 12 février 2026 une délégation du Fonds ... • (Page 06)



Secteur des BTP au Togo

• (Page 03)

L'Etat et le secteur privé face à l'impératif de performance

Kloto

Le ministre Isaac Tchiakpé visite les artistes plasticiens en résidence à Kpalimé

Le ministre du Tourisme, de la Culture et des Arts, Isaac Tchiakpé, a effectué, le samedi 14 février à Kpalimé, une visite auprès des artistes plasticiens en résidence internationale ... • (Page 11)





PROFITEZ DÈS MAINTENANT DE L'INSTALLATION À 0 FCFA*

TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX POUR TESTER VOTRE ÉLIGIBILITÉ



8866 www.canalbox.tg

* Paiement du premier forfait mensuel à la souscription
Coût de l'appel : 20 FCFA.

BIOFACH 2026

Le Togo s'affirme parmi les acteurs majeurs du bio mondial

Neuf entreprises togolaises ont représenté le pays à BIOFACH 2026 à Nuremberg. Sous la coordination de la CCI-Togo, la délégation a mis en avant le potentiel du terroir national et multiplié les contacts d'affaires pour consolider la présence du Togo sur le marché européen du bio.

● Junior Aredola

Du 10 au 13 février 2026, neuf entreprises togolaises ont pris part à BIOFACH, le plus grand salon mondial consacré aux produits biologiques, organisé à Nuremberg, en Allemagne. Devant plus de 35 000 visiteurs professionnels, la délégation nationale, réunie sous la bannière « Republic of Togo », a exposé la diversité et la qualité des produits issus du terroir togolais. La Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCI-Togo) a assuré la coordination institutionnelle de cette mission économique. Représentée par les commissaires consulaires BEKLEY Esso-Byou et ASSIGNON Sélom, l'institution a servi d'interface entre les entreprises togolaises et les milieux d'affaires allemands. Au programme : présentation des potentialités agricoles du pays, mise en lumière des opportunités d'investissement et échanges directs avec des opérateurs économiques sur les enjeux de certification, d'accès au marché européen et de compétitivité. Déjà reconnu pour ses performances dans le soja biologique — dont il figure parmi les principaux fournisseurs de l'Union européenne — le Togo a également promu d'autres filières à fort potentiel : noix de cajou, beurre de karité, miel, gingembre, ana-



nas et fruits séchés. La CCI-Togo a multiplié les prises de contact afin de faciliter l'introduction de ces produits auprès de nouveaux acheteurs. La délégation a aussi participé à la « Blue Night », événement phare de réseautage du salon, où plusieurs rencontres d'affaires ont été initiées avec des distributeurs internationaux.

Consolider une stratégie d'exportation ambitieuse

La participation du Togo à BIOFACH 2026 s'inscrit dans une stratégie d'exportation structurée, visant à positionner durablement le pays sur le segment porteur de l'agriculture biologique. La diversification des filières présentées témoigne d'une volonté d'élargir la gamme des produits togolais à l'export, afin de réduire la dépendance à une seule spéculation et de renforcer la résilience du secteur. Le rôle joué par la CCI-Togo

apparaît central : au-delà de l'accompagnement des exposants présents, l'institution consulaire a également agi pour les opérateurs restés au pays, en nouant des contacts avec des partenaires internationaux désireux de se rendre prochainement au Togo. En se portant garante de futurs partenariats entre entreprises togolaises et allemandes spécialisées dans le bio, la Chambre contribue à sécuriser les collaborations et à instaurer un climat de confiance propice aux investissements.

Coopération et partenariats

La participation s'appuie sur une coopération étroite avec des partenaires techniques et financiers, notamment l'Allemagne, à travers le programme ProComp piloté par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) et l'Union européenne. Le mécanisme soutient les entreprises togolaises par des actions de for-



AUX DÉCIDEURS ...

L'heure de vérité

Le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics est à la fois le thermomètre et le moteur du développement. Routes, écoles, hôpitaux, ouvrages énergétiques : derrière chaque infrastructure se dessine une ambition nationale. Au Togo, cette ambition est claire. Mais encore faut-il que l'exécution soit à la hauteur de la vision.

La rencontre du 12 février 2026 du Comité de Concertation État-Secteur Privé (CCESP) aura eu le mérite de la franchise. Pendant plusieurs heures, autorités publiques et professionnels du BTP ont posé un diagnostic sans complaisance : retards, chantiers inachevés, études techniques insuffisantes, dérives dans les procédures de passation. Autant de dysfonctionnements qui fragilisent la crédibilité de la dépense publique et ralentissent l'impact des investissements sur la vie des populations.

En rappelant les réformes engagées depuis 2015, le ministre de l'Économie et des Finances, Essowè Georges Barcola, a souligné une évidence : la transparence ne suffit pas si elle ne s'accompagne pas de rigueur et de résultats. Le passage annoncé du « moins-disant » à « l'offre économiquement la plus avantageuse » constitue, à cet égard, un tournant majeur. Choisir la qualité plutôt que le prix le plus bas, c'est refuser l'illusion des économies immédiates au profit de la durabilité.

Son collègue en charge des Infrastructures, Kodjo Adedze, a eu raison de rappeler que les responsabilités sont partagées. L'État doit renforcer le contrôle et la planification ; les entreprises doivent honorer leurs engagements techniques et contractuels. La « République des résultats » ne peut être un slogan : elle doit se traduire par des ouvrages livrés dans les délais, conformes aux normes et pérennes.

L'enjeu dépasse le seul secteur du BTP. Il touche à la gouvernance de la commande publique, à la confiance des partenaires financiers et à la compétitivité des entreprises nationales. La mise en place d'une commission mixte État-secteur privé, l'audit des marchés en souffrance et le renforcement des sanctions sont des mesures attendues. Mais leur efficacité dépendra de leur application stricte et continue.

Il faut rappeler l'ampleur des moyens engagés : près de 3 000 milliards de FCFA investis en cinq ans dans les infrastructures. Cet effort budgétaire traduit la vision portée par le chef de l'État, Faure Essozimna Gnassingbé, qui appelait à Luanda en octobre 2025 à « construire mieux », avec des infrastructures durables, résilientes et gouvernées avec rigueur. La cohérence entre cette vision et la réalité des chantiers est aujourd'hui l'exigence centrale.

La rencontre du CCESP marque peut-être un tournant. Elle envoie un signal : celui d'un État prêt à écouter, mais aussi à exiger. Celui d'un secteur privé conscient que la crédibilité se construit dans la performance. Le défi est désormais de transformer les recommandations en actes.

Car au bout du compte, derrière chaque marché public, il y a une route attendue, une école promise, un hôpital espéré. Et derrière chaque retard, ce sont des citoyens qui patientent. L'heure n'est plus aux constats. Elle est à l'exécution, à la discipline et à la responsabilité collective.

M.T

Image du jour

Agence Nationale du Volontariat au Togo

ANVT

Le Saviez-vous ?

Les volontaires interviennent dans plusieurs domaines de développement.

Tous engagés pour le développement du Togo

mation, d'accompagnement à la certification et d'accès au marché. La CCI-Togo a d'ailleurs pris l'engagement de consolider cette collaboration afin de maintenir des standards de qualité conformes aux exigences européennes. À travers cette présence remarquée à BIOFACH, le Togo confirme son ambition de faire de l'agriculture biologique un moteur de croissance, créateur d'emplois et générateur de revenus ruraux. Le message envoyé depuis Nuremberg est sans équivoque : les produits togolais répondent aux standards internationaux et le pays entend s'imposer durablement parmi les références du bio mondial.

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes

● Source : tresor.economie.gouv.fr

Secteur des BTP au Togo

L'État et le secteur privé face à l'impératif de performance

Réunis le 12 février 2026 à Lomé dans le cadre du Comité de Concertation État-Secteur Privé, les acteurs du BTP ont dressé un diagnostic sans complaisance du secteur. L'objectif est de corriger les dysfonctionnements, renforcer la qualité des infrastructures et garantir des résultats conformes aux ambitions de la Cinquième République.

• Joël Yanclo

Les infrastructures constituent le socle du développement économique et social d'un pays. Au Togo, le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) occupe une place stratégique dans la modernisation des équipements publics et la dynamique d'émergence nationale. Malgré les avancées enregistrées ces dernières années, le secteur reste confronté à des difficultés persistantes : retards d'exécution, chantiers inachevés ou abandonnés, insuffisances dans la qualité des études techniques et du contrôle, contraintes structurelles liées aux marchés publics. C'est dans ce contexte que s'est tenue, le 12 février 2026 à Lomé, une rencontre sectorielle du Comité de Concertation État-Secteur Privé (CCESP). Pendant cinq heures d'échanges francs, ministres, représentants des départements ministériels, personnes responsables des marchés publics (PRMP) et professionnels du BTP ont procédé à un examen approfondi de la situation. À l'ouverture, le ministre de l'Économie et des Finances, Essowé Georges Barcola, a rappelé les réformes engagées depuis 2015 pour renforcer la transparence



dans l'attribution et l'exécution des marchés publics. Il a toutefois déploré les retards et insuffisances qualitatives observés sur plusieurs chantiers, appelant à un diagnostic rigoureux et à une réforme en profondeur des pratiques. Le ministre a insisté sur plusieurs axes prioritaires : amélioration de la qualité des études techniques en amont, renforcement du contrôle des travaux, application du principe de « l'offre économiquement la plus avantageuse » plutôt que la logique du moins-disant, formation accrue des acteurs et dialogue renforcé avec les banques pour faciliter le finance-

ment des entreprises. De son côté, le ministre en charge des Infrastructures, Kodjo Adedze, a souligné que les dysfonctionnements relèvent de responsabilités partagées entre l'État et les entreprises, appelant à une mobilisation collective pour livrer des ouvrages conformes à la vision d'une « République des résultats ». À l'issue des travaux, plusieurs recommandations structurantes ont été formulées : réalisation d'un état des lieux exhaustif des marchés en souffrance, audit des chantiers abandonnés, renforcement des mécanismes de sanctions et mise en place d'une commission

mixte État-secteur des BTP chargée de traiter les problèmes structurels (conflits d'intérêt, préférence nationale, offres sous-évaluées, renforcement des capacités).

Vers une nouvelle gouvernance de la commande publique

Au-delà des constats techniques, cette rencontre traduit une volonté politique claire : restaurer la crédibilité et la performance du secteur des BTP. Le passage du critère du moins-disant à celui de l'offre économiquement la plus avantageuse marque un changement d'approche majeur, privilégiant la qualité, la du-

rabilité et la viabilité financière des projets. La mise en place d'une commission mixte permanente pourrait constituer un levier décisif pour prévenir les blocages récurrents et instaurer un dialogue institutionnalisé entre l'administration et les entreprises. L'enjeu est double : sécuriser l'investissement public et favoriser l'émergence d'entreprises nationales compétitives à l'échelle sous-régionale. En filigrane, c'est la crédibilité de la dépense publique et l'efficacité de l'action gouvernementale qui sont en jeu, dans un contexte où les attentes sociales en matière d'infrastructures restent éle-

vées.

Investissements massifs et ambition de durabilité

Ces cinq dernières années, près de 3 000 milliards de FCFA ont été consacrés aux investissements publics, dont une part significative aux infrastructures. Cet engagement s'inscrit dans la vision portée par le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, qui déclarait en octobre 2025 à Luanda, lors d'un sommet sur le financement des infrastructures africaines : « Construire, c'est bien. Mais construire mieux est essentiel. Nos infrastructures doivent être durables, résilientes et bien entretenues. Elles doivent être gouvernées avec rigueur. » La rencontre du 12 février intervient également après le lancement du comité régional du CCESP à Kara en janvier 2026, confirmant une dynamique de concertation renforcée en ce début d'année. En s'attaquant aux failles structurelles du secteur des BTP, les autorités togolaises entendent ainsi consolider les acquis, renforcer la gouvernance et inscrire durablement les infrastructures nationales dans une logique d'efficacité, de responsabilité et de résultats concrets.



Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

Population en 2023 (FMI)

PIB/hab en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

9,1 M

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

Agriculture

Industrie

Services

57%

23%

20%

Source : tresor.economie.gouv.fr

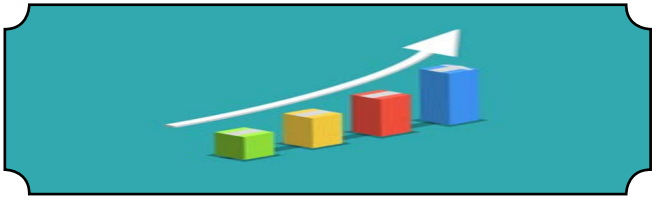
Entreprises

Forte accélération de l'activité économique au 3ème trimestre 2025

L'INSEED annonce une nette reprise de l'activité des entreprises en octobre et au troisième trimestre 2025. Industrie, commerce, services et construction affichent des performances solides, signalant un changement de cycle et une contribution positive attendue au PIB annuel.

● Joël Yanclo

À la suite de la publication des données sur l'inflation, l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) a diffusé ses indicateurs conjoncturels de chiffre d'affaires (ICA) et de production industrielle (IPI), deux outils majeurs utilisés dans le calcul du PIB trimestriel. Ces statistiques offrent des signaux avancés sur l'évolution de l'activité réelle avant la publication officielle des comptes nationaux. Les données récentes révèlent une accélération très nette de l'activité économique au Togo par rapport à 2024. Sur les dix premiers mois de 2025, l'Indice de la production industrielle (IPI) enregistre une progression de +11,0 %, après une contraction de -4,2 % l'année précédente. Ce retournement marque un changement de cycle significatif. La hausse de l'IPI est portée par l'ensemble des composantes du secteur secondaire : les industries extractives (+7,8 %) ; les industries manufacturières (+7,8 %) ; l'énergie (+3,0 %). Pour rappel, l'IPI mesure l'évolution en volume de la production des biens et services industriels des unités résidentes. Sa progression constitue un



signal avancé d'expansion de la valeur ajoutée industrielle et d'un renforcement de sa contribution au PIB. La dynamique s'étend au commerce. L'Indice du chiffre d'affaires (ICA) du commerce progresse de +19,1 % au troisième trimestre 2025 en glissement annuel, soutenu par le commerce de gros (+21,0 %) et le commerce de détail (+18,4 %). Les services marchands affichent également une croissance de +5,9 % au troisième trimestre, avec une moyenne de +8,4 % sur les trois premiers trimestres de 2025. Certaines branches se distinguent particulièrement : la santé (+44,4 %) ; les activités de soutien (+34,2 %) ; les transports (+10,2 %). Le secteur de la construction enregistre une hausse de +14,8 %, traduisant une intensification des investissements.

Signal fort pour la croissance du PIB

La progression simultanée de l'industrie, du commerce, des services et de la construction constitue un indicateur robuste de reprise généralisée de l'économie togolaise. Contrairement à une crois-

sance tirée par un seul secteur, la dynamique actuelle apparaît diversifiée et plus équilibrée. Le redressement de l'IPI, après la contraction de 2024, est particulièrement significatif. Il suggère un regain de production industrielle, susceptible d'entraîner des effets d'entraînement sur l'emploi, la consommation et l'investissement. La forte croissance du commerce et des services témoigne, quant à elle, d'un dynamisme de la demande intérieure et d'une amélioration de l'environnement des affaires. L'expansion de la construction renforce l'hypothèse d'une accélération de l'investissement public et privé. Dans une lecture macroéconomique, ces évolutions devraient se traduire par une contribution positive et potentiellement significative au PIB du Togo pour l'ensemble de l'année 2025.



Togo - Turquie

Vers le renforcement de la coopération universitaire

La coopération universitaire entre le Togo et la Turquie s'apprête à franchir un nouveau palier.

Le sujet a été au cœur d'une rencontre entre le ministre délégué en charge de l'enseignement supérieur, Gado Tchangbedji, et l'ambassadrice de la République de Turquie, Muteber Kılıç, en fin de semaine à Lomé. Les échanges ont porté sur le renforcement des liens académiques, avec un accent particulier sur

l'augmentation des bourses d'études pour les étudiants togolais dans des filières stratégiques telles que l'ingénierie, l'agriculture, l'énergie et la santé. Les deux personnalités ont également évoqué l'importance de favoriser la mobilité des enseignants-chercheurs, afin de permettre un partage d'expertise et le développement de projets de recherche conjoints. Dans cette

dynamique, la question de l'extension de la coopération à l'Université de Kara a été abordée, en vue d'un partenariat plus inclusif et équilibré. Pour rappel, le Togo et la Turquie collaborent dans plusieurs domaines, notamment l'agriculture, le commerce et le tourisme.

(Togo Officiel)



Togo

Rappel à l'ordre aux maires sur la Gestion des réserves administratives

Le ministre de l'Administration territoriale a adressé, le 12 février 2026, une note aux maires pour rappeler l'interdiction formelle de toute gestion ou cession des réserves administratives sans autorisation expresse de l'État, conformément au Code foncier et domanial.

● Wilson Lawson

Dans une note en date du 12 février 2026, adressée aux maires, le ministre de l'Administration territoriale, de la Gouvernance locale et des Affaires coutumières, Hodabalo Awate, a procédé à un rappel ferme des règles encadrant la gestion des réserves administratives. Après plusieurs mois d'exercice des exécutifs municipaux, l'autorité ministérielle estime nécessaire de réaffirmer les orientations déjà communiquées, notamment à travers les notes du 13 août 2020 et du 22 juillet 2024 relatives aux réserves administratives. Le ministre souligne qu'il a été constaté, par le passé, que certains conseils municipaux ont délibéré, conclu des accords ou signé des conventions portant sur des parcelles relevant des réserves administratives de l'État, alors même qu'ils ne disposent d'aucune compétence légale en la matière. Ces pratiques, rappelle la note, sont formellement prosrites. Conformément à l'article 575 du Code foncier et domanial, toute réserve administrative relève exclusivement du domaine de l'État. En conséquence, aucune commune ne peut disposer, affecter ou engager une parcelle constituant une réserve administrative sans autorisation préalable expresse.



Préserver la légalité et sécuriser le domaine public

À travers ce rappel, le ministère entend prévenir les conflits fonciers et sécuriser juridiquement le domaine public de l'État. Les réserves administratives constituent en effet des espaces stratégiques destinés à des usages publics futurs : infrastructures, équipements collectifs ou projets d'intérêt général. Toute délibération municipale sur ces parcelles, sans habilitation légale, expose les collectivités à des contentieux et fragilise la gouvernance foncière. Le recadrage ministériel vise ainsi à clarifier les responsabilités et à éviter les dérives susceptibles de compromettre la planification territoriale. Ce rappel intervient également dans un contexte de renforcement de la décentralisation, où l'autonomie des communes doit s'exer-

cer dans le strict respect du cadre légal.

Encadrement juridique déjà réaffirmé

La note du 12 février 2026 s'inscrit dans la continuité des précédentes correspondances ministérielles des 13 août 2020 et 22 juillet 2024, qui rappelaient déjà l'interdiction faite aux communes d'intervenir sur les réserves administratives sans autorisation de l'État. Le Code foncier et domanial, notamment en son article 575, établit clairement que ces réserves relèvent du domaine exclusif de l'État. Leur gestion s'inscrit donc dans une logique de centralisation et de protection du patrimoine public. Par ce nouveau rappel, le gouvernement entend consolider la discipline administrative et garantir une gestion rigoureuse du foncier public, enjeu majeur de la gouvernance territoriale au Togo.

Intoxication au plomb

A Lomé, l'Afrique coordonne sa riposte

La capitale togolaise a abrité les mercredi 11 et jeudi 12 février une rencontre régionale consacrée à l'élimination progressive de la peinture au plomb et à la prévention de l'intoxication au plomb, en particulier chez les enfants.

Les travaux ont réuni des représentants issus des ministères en charge de l'environnement et de la santé, de la société civile et de l'industrie de la peinture, venus de 23 pays africains. Pendant ces deux jours, il était question de renforcer les capacités techniques des participants, d'échanger sur les expériences nationales et de définir des plans d'action concrets pour une coopération régionale durable. Les discussions ont également porté sur la mise en place de mécanismes de contrôle et d'application des normes, ainsi que sur l'accompagnement de l'industrie vers des alternatives sans plomb, afin de protéger la santé des populations et de favoriser un

développement industriel plus sûr et innovant. « La transition vers des peintures sans plomb n'est pas une contrainte, mais une opportunité industrielle qui favorise l'innovation, la compétitivité et la création d'emplois verts, tout en protégeant ce que nous avons de plus cher : nos populations », a souligné le secrétaire gé-

ral du ministère en charge de l'environnement, Dimizou Koffi Aoufouh. Notons qu'au Togo, sur 27 échantillons de peinture analysés, 30 % dépassent la norme fixée par l'OMS. Plusieurs efforts sont consentis pour consolider la sensibilisation aux dangers du plomb.

(Togo Officiel)



PRESIDENCE DU CONSEIL

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail – Liberté – Patrie

MINISTERE DE LA PLANIFICATION
DU DEVELOPPEMENT



COMMUNIQUE DE L'INSEED : L'INFLATION AU TOGO EN 2025

Le Togo a respecté en 2025 le critère de convergence de l'UEMOA relatif à l'inflation en dessous de 3%.

Le taux d'inflation s'est établi à 0,4% en 2025 contre 2,9% en 2024, 5,3% en 2023 et 7,6% en 2022. Cette baisse est la résultante des efforts déployés au cours des trois (03) dernières années pour la stabilisation des prix et du cadre macroéconomique.

Le taux d'inflation est l'un des critères de convergence de premier rang pour la surveillance multilatérale en vue d'assurer la stabilité macroéconomique au sein de l'UEMOA. **Ce critère contraint tous les Etats membres de l'UEMOA à mener des politiques judicieuses pour maîtriser ce taux afin de le maintenir en dessous de 3% chaque année. Son respect permet d'éviter la dégradation de la valeur de la monnaie et la flambée des prix afin de protéger les populations contre les risques de vulnérabilité en préservant leur pouvoir d'achat.**

Le taux d'inflation au Togo s'est établi à 0,4% en décembre 2025 contre 0,5% en novembre 2025, renforçant ainsi sa tendance baissière de l'inflation observée depuis décembre 2024. Conformément à la méthodologie régionale dans l'UEMOA, le taux d'inflation du mois de décembre est celui de l'année sous revue. Ce taux s'établit alors à 0,4% en 2025, largement en dessous du seuil régional des 3%, confirmant par ailleurs le respect du critère de convergence relatif à l'inflation. Le respect de ce critère sur les deux dernières années traduit l'efficacité des politiques et actions entreprises pour assurer la stabilité macroéconomique au niveau national sur la période post COVID-19.

Le taux d'inflation au Togo, en plus de la baisse continue, est toujours contenu en dessous du seuil régional des 3%, depuis le début décembre 2024 (2,9%).

Les produits ayant le plus contribué à la baisse du taux d'inflation en moyenne annuelle (variation entre la moyenne de janvier à décembre 2025 par rapport à la moyenne de janvier à décembre 2024) sont entre autres : «Citrons» (-28,8%) ; «Sel de cuisine gros cristaux» (-27,1%) ; «Mangue greffée» (-27,0%) ; «Sorgho en grains crus vendu au bol» (-26,5%) ; «Haricot vert» (-26,0%) ; «Feuille de haricot» (-25,9%) ; «Viande fraîche de porc au kg» (-24,7%) ; «Gombo frais» (-23,8%) ; «Tomates rondes (pomme) locales» (-23,4%) ; «Piment rouge frais» (-19,8%) ; «Maïs blanc séché en grains crus vendu au grand bol» (-19,7%) ; «Piment rouge sec» (-18,9%) ; «Potasse (akanhoun)» (-18,7%) ; «Pommes de terre» (-18,7%) ; «Gboma» (-18,4%) ; «Doèvi fumé (anchois)» (-17,9%) ; «Kéké» (-17,7%) ; «Avocat» (-17,1%) ; «Pâte de maïs fermenté (mawoè)» (-17,0%) ; «Salade verte locale (laitue)» (-16,0%) ; «Mil en grains crus vendu au bol» (-15,7%) ; «Haricots rouges secs» (-14,2%) ; «Choux vert» (-13,1%) ; «Doèvi séché (anchois)» (-13,0%) ; «Poulet vivant de chair» (-12,5%) ; «Croissant sans beurre» (-11,7%) ; «Poisson salé fermenté (lanhoinhoin)» (-11,6%) ; «Oranges ordinaires» (-11,6%) ; «Beignet du haricot (gawou)» (-11,6%) ; «Carottes» (-10,6%) ; «Niébé (haricots blancs sec commun)» (-10,3%) ; «Adémè» (-10,0%) ; «Manioc frais (agbéli)» (-9,0%) ; «Pâte d'arachide» (-8,5%) ; «Piment rouge sec en poudre» (-8,3%) ; «Aubergine locale» (-8,1%) ; «Gari (farine de manioc)» (-7,7%) ; «Dorade rose réfrigérée (sika-sika moumou)» (-7,3%) ; «Botokoin» (-6,0%) ; «Riz importé longs grains vendu au bol» (-5,9%) ; «Riz local longs grains vendu au bol» (-5,5%) ; «Ablo» (-5,4%) ; «Charbon de bois» (-5,0%) ; «Noix de palme (décou)» (-4,5%) ; «Ananas frais» (-3,6%).

Les résultats ainsi obtenus, en termes de maîtrise du niveau général des prix et de stabilité macroéconomique en 2025 au Togo, sont les fruits d'une combinaison de mesures économiques proactives mises en œuvre par le gouvernement togolais, sous le leadership du Président du Conseil dont la vision est l'amélioration des conditions de vie de la population. Parmi les mesures prises se retrouvent **le soutien à la production agricole, les politiques de stabilisation des prix des biens de grande consommation, les allègements fiscaux et soutien aux ménages, etc.**

+++++

Rappel méthodologique :

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), permet de capter l'évolution des prix à la consommation. Il est élaboré et publié chaque mois à partir d'une méthodologie harmonisée pour les huit pays membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) dont notre pays le Togo. Cette méthodologie intègre aussi bien les prix relevés dans le milieu urbain que rural et sa couverture est nationale. Le taux d'inflation est calculé sur la base des moyennes de ces indices sur les douze derniers mois au niveau national.

Les deux indicateurs sont mensuellement produits et publiés par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques (INSEED).

Variation du niveau général des prix entre novembre et décembre 2025

La baisse de l'inflation entre décembre et novembre 2025 a été légèrement atténuée par la diminution de l'offre des produits agricoles vivriers et la hausse de la demande liée aux fêtes de fin d'année qui ont engendré un renchérissement de 0,3% du niveau général des prix entre les deux mois.

Les produits ayant le plus contribué au renchérissement du niveau général des prix en décembre 2025 sont entre autres : Plat de riz-haricot (ayimolou) (+7,2%) ; «Plat de kom + poisson frit» (+4,5%) ; «Bouillie de céréale sucrée» (+3,4%) ; «Riz + sauce poisson» (+3,6%) ; «Plat de hokoumé + sauce poisson (1 plat)» (+3,6%) ; «Plat de haricot + gari» (+2,2%) ; «Maïs blanc séché en grains crus vendu au grand bol» (+5,2%) ; «Riz local longs grains vendu au bol» (+3,3%) ; «Riz importé longs grains vendu au bol» (+2,3%) ; «Huile de palme traditionnelle (zomi)» (+5,5%) ; «Akpala fumé (chinchard)» (+10,0%) et «Saloumon fumé» (+3,1%).

Tableau 1: Evolution du niveau général des prix et du taux d'inflation au Togo

Mois	déc-24	janv-25	févr-25	mars-25	avr-25	mai-25	juin-25	juil-25	août-25	sept-25	oct-25	nov-25	déc-2025
Inflation	2,9%	2,9%	2,8%	2,7%	2,5%	2,2%	1,9%	1,5%	1,1%	0,8%	0,6%	0,5%	0,4%
IHPC	102,2	102,8	103,2	102,8	103,8	104,6	106,1	105,0	103,8	102,0	101,3	101,9	102,2

Source : INSEED, IHPC décembre 2025

Coopération AMF-UMOA FMI

Echanges sur les perspectives du marché financier régional

Le Président de l'Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (AMF-UMOA), Kossi Tenou, a reçu le 12 février 2026 une délégation du Fonds Monétaire International (FMI), conduite par Luca Antonio Ricci. Objectif : examiner l'évolution du marché financier régional et préparer la mission du FMI prévue en 2026 au sein de l'Union.

● Joël Yanclo

La rencontre s'est tenue dans le cadre des consultations annuelles du FMI avec les institutions régionales de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), consacrées aux politiques communes des États membres. Les échanges ont porté en priorité sur l'évolution du marché des titres publics dans l'Union et sur la capacité du Marché Financier Régional à répondre aux besoins croissants de financement souverain. Dans un contexte de pressions budgétaires accrues, la mobilisation de ressources à travers le marché régional demeure un enjeu stratégique pour les États. La délégation et les responsables de l'AMF-UMOA ont également examiné les réformes et initiatives structurantes engagées par l'Autorité. Parmi celles-ci figurent la numérisation des procédures, le développement de la titrisation ainsi que la réduction des délais de traitement, autant de leviers destinés à améliorer la liquidité et l'attractivité du marché. Les discussions ont aussi permis de faire le point sur l'état d'avancement du



nouveau plan stratégique de l'Autorité, conçu pour renforcer la supervision, moderniser l'écosystème financier et consolider la confiance des investisseurs. Ce dialogue technique traduit la volonté d'aligner les dynamiques du marché financier régional avec les exigences de stabilité macroéconomique et de soutenabilité de la dette. En évaluant la profondeur et l'efficacité du marché des titres publics, le FMI et l'AMF-UMOA cherchent à s'assurer que le financement des États repose sur des bases solides et transparentes. La modernisation engagée par l'Autorité, notamment à travers la digitalisation et la diversification des instruments financiers, pourrait contribuer à élargir la base d'investisseurs et à réduire les coûts de financement. À moyen terme, une

meilleure intégration du marché régional renforcerait la résilience financière de l'Union face aux chocs extérieurs. Les consultations annuelles du FMI avec les institutions régionales de l'UEMOA constituent un cadre régulier d'évaluation et de dialogue sur les politiques économiques et financières communes. Elles précèdent généralement les missions officielles du Fonds dans la région. La mission du FMI prévue en 2026 auprès des autorités régionales s'inscrit dans cette dynamique. À travers cette concertation anticipée, l'AMF-UMOA réaffirme son engagement à renforcer la profondeur, l'efficacité et l'intégration du Marché Financier Régional, au service d'un financement durable des économies de l'Union.



Offshore pétrolier angolais

BW Energy se heurte à un droit de préemption

En décembre 2025, BW Energy a annoncé l'acquisition, en association avec Maurel & Prom, de participations dans les blocs pétroliers angolais 14 et 14K auprès de la joint-venture Azule Energy. Cette opération demeure cependant soumise à plusieurs étapes contractuelles.

L'entrée de BW Energy dans l'offshore pétrolier angolais se heurte à une contrainte juridique. Le vendredi 6 février, la société norvégienne a indiqué qu'un partenaire déjà présent dans les blocs en mer 14 et 14K a notifié son intention d'exercer un droit de préemption sur la transaction, qui doit actuellement s'effectuer en association avec le français Maurel & Prom. BW n'en a pas précisé l'identité, mais selon le communiqué, l'exercice de ce droit de préemption permettrait au partenaire en question de se substituer



aux acquéreurs, aux mêmes conditions contractuelles. L'entreprise affirme néanmoins que le contrat de cession conclu avec le vendeur Azule Energy reste en vigueur à ce stade, et restera applicable jusqu'à la signature éventuelle d'un nouveau contrat entre ce dernier et la

partie exerçant le droit de préemption. Aucune information supplémentaire n'a été communiquée sur la procédure. Ce développement survient dans le cadre d'un processus engagé depuis plusieurs mois par BW pour s'implanter en Angola.

Avec Agence Ecofin

Intervenant à l'AG de la FANAF

FINACTU appelle à une révolution durable de l'assurance africaine

Géraldine MERMOUX, Directrice Générale Associée de FINACTU, a eu le plaisir d'intervenir à la 50^e Assemblée Générale Annuelle de la FANAF, qui s'est tenue du 9 au 11 février 2026, à Abidjan. Cet événement majeur a constitué un moment important pour dresser le bilan des acquis d'un demi-siècle d'existence et engager une réflexion approfondie sur les voies et moyens à mettre en œuvre pour un développement durable et effectif du secteur des assurances en Afrique.

● Nicole Esso

Dans un contexte où le secteur des assurances africain demeure encore sous-développé au regard de son immense potentiel économique et social, FINACTU est intervenu pour partager une conviction forte : le développement de l'assurance en Afrique repose moins sur des réformes isolées que sur la capacité des acteurs à structurer une action collective durable, fondée sur un engagement clair et assumé de chacun. « Face à une assurance africaine qui peine à se développer, assureurs, État, réassureurs, intermédiaires, assurés, se rejettent la responsabilité. La conviction de FINACTU est que l'assurance ne se développera bien que si tous ces acteurs travaillent de concert, en se coordonnant et en agissant collectivement », a souligné Géraldine MERMOUX, Directrice Générale Associée de FINACTU.

Un potentiel considérable, encore insuffisamment exploité

Le taux de pénétration de l'assurance en Afrique s'établit en moyenne à 2,4%, contre 7,0% au niveau mondial et jusqu'à 11,7% dans les économies les plus matures. Ce différentiel illustre la réalité d'un continent où l'assurance, pourtant pilier essentiel des économies modernes, demeure encore insuffisamment développée.



Ce constat ne traduit cependant pas un retard irréversible, mais révèle au contraire l'ampleur du potentiel de développement du secteur des assurances en Afrique. Libérer ce potentiel suppose d'enclencher une nouvelle dynamique sectorielle, fondée sur un renforcement de la coordination entre les acteurs et la mise en place de feuilles de route claires et partagées, mais aussi sur un engagement effectif et mesurable de chaque partie prenante dans la mise en œuvre des réformes nécessaires.

La coordination, condition clé de la transformation

La coordination entre les acteurs constitue une condition fondamentale du développement du secteur des assurances. En effet, FINACTU a insisté sur le fait que l'assurance est, par nature, un secteur d'écosystème, mobilisant autorités publiques, superviseurs, compagnies, intermédiaires, experts, magistrats, forces de l'ordre et assurés. Dans un tel environnement, l'absence de coordi-

nation fragilise la confiance et freine durablement le développement du marché. « Sans coordination, le secteur stagne. Avec la coordination, il se transforme. C'est une réalité observée partout où l'assurance a changé d'échelle. Et symétriquement, les pays qui ont lancé des « contrats programmes » en associant tous les acteurs ont pu obtenir un véritable décollage du secteur », a rappelé Géraldine MERMOUX.

Le contrat-programme : un outil structurant au service de l'action collective

S'appuyant sur des expériences concrètes, FINACTU a mis en avant le rôle structurant des contrats-programmes, qui permettent de matérialiser la coordination, et formaliser les engagements des différentes parties prenantes autour d'objectifs clairs, d'actions prioritaires et d'indicateurs de suivi. Ces dispositifs engagent l'ensemble des acteurs de l'écosystème à travailler collectivement, condition essentielle d'une transformation durable du secteur des assurances en Afrique. Pour Géraldine Mermoux, Directrice générale associée de FINACTU : « Les prochaines décennies ne seront pas celles de l'assurance isolée, mais celles de l'assurance coordonnée. La FANAF a un rôle central à jouer comme trait d'union entre les acteurs privés, les autorités publiques et la supervision ».

FANAF

L'Ivoirien Mamadou Koné élu président pour un mandat de trois ans

Le nouveau président de la Fédération des sociétés d'assurances de droit national africaines ambitionne de dynamiser le secteur, afin de relever le taux de pénétration de l'assurance qui se situe autour de 2 % en Afrique.

Mamadou G.K. Koné (photo), président de l'Association des sociétés d'assurances de Côte d'Ivoire (ASA-CI) et directeur général de SanlamAllianz Côte d'Ivoire, a été élu président de la Fédération des sociétés d'assurances de droit national africaines (FANAF), à l'issue du 50^e congrès de l'organisation. Il succède à César Ekomie-Afene, en poste depuis 2020, pour un mandat de trois ans. Lors du scrutin, M. Koné a recueilli 101 voix sur 201 votants, devançant Evelyne Fassi-

nou (68 voix) et Mamadou Faye (32 voix). À ses côtés, Aymric Kamega, directeur d'ACAM Vie au Cameroun depuis 2016, a été élu vice-président. Ensemble, ils auront pour mission de renforcer l'intégration des marchés africains, d'améliorer la résilience du secteur et de stimuler la contribution des assurances au développement économique du continent. Le secteur africain des assurances reste encore faiblement développé, en raison du poids important de l'économie informelle, du faible pouvoir d'achat et des capa-

cités de distribution limitées des acteurs traditionnels. Mamadou Koné compte faire de la FANAF une organisation plus proactive, inclusive et connectée aux réalités locales. Selon lui, l'Afrique dispose d'un « immense » potentiel pour l'assurance, encore peu exploité et marginal dans l'usage quotidien des populations. Il est donc question pour lui d'explorer de nouveaux espaces de distribution et d'action, afin de favoriser la croissance des primes et faire de l'assurance un levier de développement économique.

Avec Agence Ecofin



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 13 février 2026

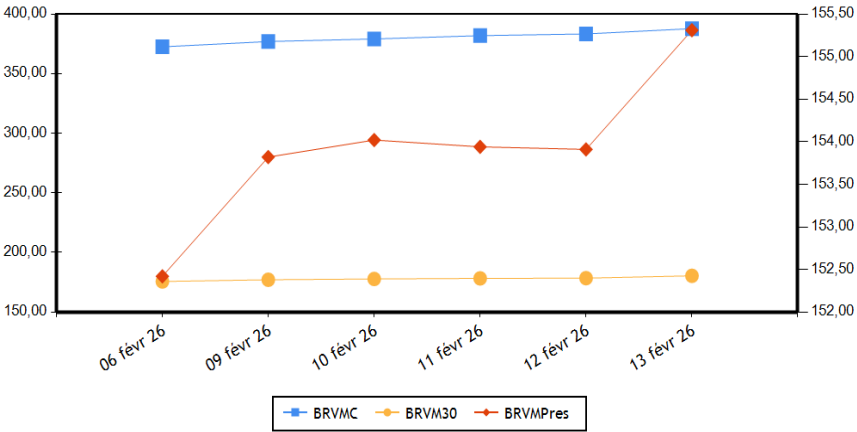
N° 31

BRVM COMPOSITE	387,73
Variation Jour	1,16 %
Variation annuelle	12,14 %

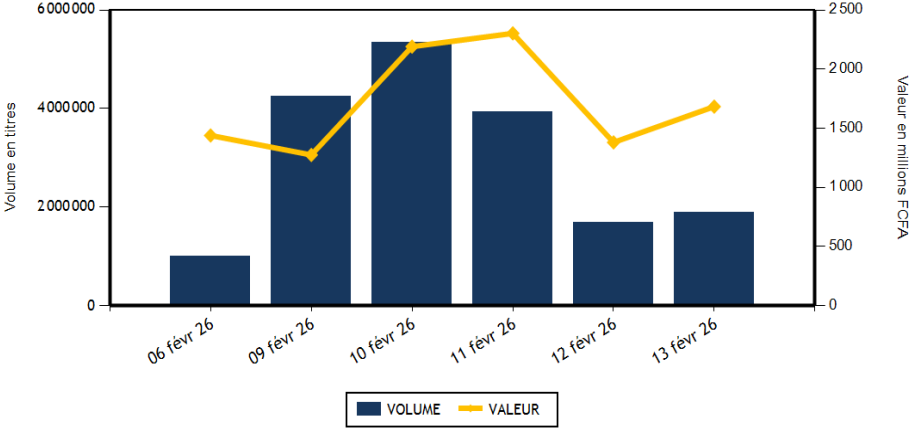
BRVM 30	180,41
Variation Jour	1,08 %
Variation annuelle	8,52 %

BRVM PRESTIGE	155,31
Variation Jour	0,91 %
Variation annuelle	7,67 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	14 949 311 280 468	1,16 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 865 627	10,99 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 376 531 406	0,06 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	27	50,00 %
Nombre de titres en baisse	18	-25,00 %
Nombre de titres inchangés	2	-60,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	11 493 417 692 484	0,00 %
Volume échangé	32 339	6 216,21 %
Valeur transigée (FCFA)	306 725 564	6 056,60 %
Nombre de titres transigés	10	400,00 %
Nombre de titres en hausse	2	
Nombre de titres en baisse	3	
Nombre de titres inchangés	5	150,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SMB CI (SMBC)	12 770	7,49 %	34,42 %
SICOR CI (SICC)	4 190	7,44 %	26,97 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	29	7,41 %	26,09 %
UNILEVER CI (UNLC)	80 000	5,53 %	133,75 %
UNIWAX CI (UNXC)	2 200	4,27 %	57,14 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICABLE CI (CABC)	3 425	-7,43 %	45,13 %
ERIU CI (Ex AIR LIQUIDE CI) (SIVC)	2 445	-7,39 %	54,75 %
EVIOSYS PACKAGING SIEM CI (SEMC)	2 330	-7,36 %	232,86 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	4 185	-4,67 %	8,00 %
ONATEL BF (ONTBF)	2 630	-2,95 %	5,84 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	155,31	0,91 %	7,67 %	44 917	561 552 710	11,93
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	260,59	1,26 %	19,73 %	1 820 710	814 978 696	14,64

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	149,31	1,16 %	12,15 %	1 865 627	1 376 531 406	12,71

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	101,15	1,24 %	6,59 %	11 457	278 157 525	10,31
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	188,28	-1,39 %	8,82 %	88 133	181 940 850	67,47
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	162,17	0,93 %	11,18 %	1 666 026	465 743 861	10,35
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	273,92	2,42 %	26,77 %	43 350	288 134 170	10,42
BRVM - INDUSTRIELS	6	185,83	-3,19 %	40,43 %	37 460	83 105 590	21,82
BRVM - ENERGIE	4	127,31	1,71 %	14,79 %	13 209	62 551 865	15,46
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	119,62	1,53 %	12,96 %	5 992	16 897 545	14,81

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	12,71
Taux de rendement moyen du marché	6,95
Taux de rentabilité moyen du marché	8,18
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	182
Volume moyen annuel par séance	1 951 264,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 514 495 867,65

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	66,80
Ratio moyen de satisfaction	17,83
Ratio moyen de tendance	26,69
Ratio moyen de couverture	374,72
Taux de rotation moyen du marché	0,17
Prime de risque du marché	2,12
Nombre de SGI participantes	34

Marchés sous tension

La BCE élargit l'accès mondial à ses prêts en euros

La Banque centrale européenne va élargir de façon permanente l'accès à ses liquidités en euros aux banques centrales du monde entier. Une décision destinée à prévenir les tensions financières et à renforcer le rôle international de la monnaie unique.

La BCE se prépare à des secousses durables. En pleine montée des tensions commerciales et géopolitiques, la Banque centrale européenne va élargir l'accès à ses prêts de liquidités en euros aux banques centrales du monde entier. « La BCE doit être préparée à un environnement plus volatil », a déclaré Christine Lagarde, sa patronne, lors d'un discours à la Conférence de Munich sur la sécurité. Elle a averti que l'affirmation des politiques industrielles, l'intensification des tensions géopolitiques et les perturbations des chaînes d'approvisionnement pourraient rendre les épisodes de stress financier « plus fréquents ». L'objectif de la BCE est clair : empêcher que des tensions de liquidité ne conduisent à des ventes forcées de titres libellés en euros. En garantissant que des financements en monnaie unique seront « disponibles en cas de besoin », l'institution veut stabiliser les marchés. Jusqu'à présent, ce dispositif restait limité et



activé de manière ponctuelle. Il sera désormais ouvert de façon permanente à « toute banque centrale » remplissant les critères définis par la BCE.

Un levier pour le rôle international de l'euro

Concrètement, il s'agit de prêts de liquidité contre garanties - dits prêts « repo » - par lesquels la BCE agit comme prêteur de dernier ressort auprès d'instituts partenaires hors zone euro. Selon Christine Lagarde, ce mécanisme permettra « d'accroître la confiance pour investir, emprunter et commercer en euros », y compris

en période de turbulence. Introduits temporairement en 2020 pendant la crise du Covid-19, puis réactivés après l'invasion russe de l'Ukraine, ces prêts avaient jusqu'ici été accordés à un nombre restreint de banques centrales. Leur extension mondiale marque un tournant stratégique. Elle vise explicitement à « renforcer également le rôle international de l'euro », a souligné l'ancienne directrice du FMI. Ces opérations complètent les lignes de swap existantes - échanges temporaires de devises entre banques centrales - qui, elles, demeurent inchangées.

(Avec AFP)

Bière

Heineken va supprimer entre 5000 et 6000 emplois

Ces suppressions de postes auront lieu dans les deux prochaines années, sans doute majoritairement en Europe.

Heineken a annoncé mercredi supprimer entre 5000 et 6000 emplois face à ce qu'il a qualifié de « conditions de marché difficiles ». Le brasseur néerlandais a déclaré dans un communiqué qu'il allait « accélérer la productivité à grande échelle afin de réaliser des économies importantes, en supprimant 5000 à 6000 postes au cours des deux prochaines années ». Une décision bien accueillie par les investisseurs, le titre Heineken ayant pris 3,9% lors des premiers échanges à la Bourse d'Amsterdam. « Nous restons prudents dans nos prévisions à court terme concernant les conditions du marché de la bière », a déclaré le directeur général Dolf van den Brink. Ce dernier a créé la surprise en janvier en annonçant son départ de la tête de l'entreprise après presque six ans. Lors d'un appel avec les journalistes, il a déclaré ressentir « des sentiments mitigés » concernant son départ. Il avait reconnu en janvier avoir guidé l'entreprise « à travers une période économique et politique turbulente ». « Ma priorité pour



les mois à venir est de laisser Heineken dans la position la plus forte possible », a-t-il déclaré.

Baisse de volume de bière

Le 2^e brasseur mondial derrière AB InBev a affiché une baisse de 2,4% de ses volumes globaux de bière en 2025, particulièrement ressentie en Europe et en Amérique. En octobre, Heineken avait déjà annoncé la suppression ou le transfert de 400 emplois dans le cadre d'une réorganisation majeure de son siège social à Amsterdam afin de tirer parti des nouvelles technologies. L'entreprise emploie environ 87'000 personnes dans le monde. Les dirigeants ont

refusé de préciser où aura lieu la plupart des suppressions d'emplois, mais le directeur financier Harold van den Broek a laissé entendre qu'elles concerneraient l'Europe. « L'Europe représente une part importante de notre activité », a-t-il déclaré aux journalistes. « Et les résultats financiers montrent également qu'il est très difficile d'y obtenir un bon effet de levier opérationnel », a-t-il ajouté. Le chiffre d'affaires s'est établi à 34,4 milliards d'euros en 2025, contre les 36 milliards enregistrés l'année dernière. L'entreprise a également fait état d'une hausse de 4,9% de son bénéfice net avant éléments exceptionnels et amortissements des actifs liés aux acquisitions, à hauteur de 2,7 milliards d'euros. Le bénéfice d'exploitation hors éléments exceptionnels et amortissements, la mesure privilégiée par l'entreprise, s'est quant à lui élevé à 4,4 milliards d'euros, soit une hausse de 4,4% sur un an. Pour 2026, Heineken table sur un bénéfice d'exploitation annuel compris entre 2 et 6 %.

(afp)

Politique internationale

Ce qu'il faut retenir de la conférence de Munich sur la sécurité

À l'issue de la Conférence de Munich sur la sécurité, Rachel Ellehuus, directrice générale du centre de recherche britannique RUSI, analyse une relation transatlantique stabilisée en surface mais encore traversée de fortes incertitudes stratégiques.

Une Amérique plus mesurée, mais qui ne dissipe pas totalement les doutes. Une Europe plus mobilisée, mais encore contrainte par ses moyens. Pour Rachel Ellehuus, directrice générale du Royal United Services Institute (RUSI), la Conférence de Munich sur la sécurité a mis en lumière un rééquilibrage transatlantique encore fragile.

Washington rassure... à court terme

Un an après le discours offensif du vice-président JD Vance, les États-Unis ont envoyé à Munich des figures jugées plus modérées : le secrétaire d'État Marco Rubio et le sous-secrétaire à la Défense Eldridge Colby. « Ils ont signalé qu'ils considèrent l'Europe comme un partenaire, que les États-Unis estiment que l'Otan est bénéfique pour eux et qu'ils veulent faire fonctionner ce partenariat », explique Rachel Ellehuus, à condition que les Européens prennent davantage en main leur propre défense. Eldridge Colby a été « très direct » : les Européens sont « assez riches » et doivent conduire les opérations de défense conventionnelle au sein de l'Otan. « Il est important de souligner qu'ils n'ont pas dit que les États-Unis allaient remballer le parapluie nucléaire », nuance-t-elle. Mais



les interrogations persistent. Les pays nordiques restent préoccupés par le risque de résurgence du projet d'achat du Groenland par Donald Trump.

Une Europe plus alignée, mais sous contrainte

Côté européen, plusieurs dirigeants ont affiché une volonté de resserrement. Le chancelier allemand Friedrich Merz a plaidé pour une Otan plus européenne. Le Premier ministre britannique Keir Starmer a évoqué un rapprochement avec l'Union européenne. Et Emmanuel Macron a défendu une défense européenne élargie, incluant des partenaires comme la Norvège, la Turquie ou le Royaume-Uni. « Les grands pays européens s'alignent davantage en faveur d'une défense européenne », constate Rachel Ellehuus, y compris sur le volet nucléaire. Mais les contraintes budgétaires en France et au Royaume-Uni, la lente montée en puissance des dépenses militaires et la

complexité des coopérations industrielles limitent les avancées concrètes.

La Chine en embuscade

La présence du chef de la diplomatie chinoise Wang Yi a souligné l'arrière-plan stratégique plus large. Pékin se présente comme défenseur du multilatéralisme et propose un rapprochement économique avec certains partenaires occidentaux. « Pékin est enchanté d'occuper le siège que les États-Unis sont en train de libérer », analyse Rachel Ellehuus, même si peu d'acteurs européens se font d'illusions sur les intentions chinoises.

Ukraine : scepticisme sur les négociations

Enfin, les Européens restent prudents quant aux perspectives d'un cessez-le-feu en Ukraine. « Le sentiment général était que la Russie n'était pas sincère quant à la fin de la guerre », résume-t-elle, les discussions étant perçues comme une tentative de Moscou de gagner du temps. Malgré les gains territoriaux revendiqués par la Russie, les coûts humains et économiques restent élevés. « Ce n'est pas exactement gagner », conclut-elle.

(Avec AFP)

Luxe

Malgré un plongeon en 2025, Kering est confiant sur l'avenir

Kering a encore vu ses résultats reculer en 2025, toujours plombés par sa marque iconique Gucci. Mais le groupe français de luxe s'affiche confiant dans ses capacités à se redresser dès cette année.

Et de trois. Pour la troisième année consécutive, Kering a vu ses résultats baisser. Les ventes ont reculé de 13 % en 2025, s'affichant à 14,7 milliards d'euros, soit plus de deux milliards de moins en un an (16,9 milliards de chiffre d'affaires en 2024), d'après le bilan annuel du groupe publié sur son site Internet ce mardi. Le résultat net du géant français du luxe a, lui, plongé de quelque 93 %, s'élevant à 72 millions d'euros en 2025 contre plus de 1,1 milliard un an plus tôt. Quant à son Ebitda (bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciations et amortissements), un indicateur clé de rentabilité, il est passé de 4,5 milliards d'euros en 2024 à 3,7 milliards (-20 %). Les résultats de Kering sont ainsi revenus dans les niveaux où ils étaient avant



la pandémie de Covid-19. Une fois de plus, ce sont les ventes de Gucci qui ont fait défaut à Kering. Elles ont baissé de 22 % sur un an en 2025, alors qu'elles représentent près de la moitié des ventes totales du groupe (41 %). La maison-mère relève toutefois une « amélioration séquentielle » de sa marque iconique, c'est-à-dire sur les derniers trimestres, grâce aux nouveaux produits lancés et aux ventes de sacs à main. Si bien que le directeur général de Kering, Luca de Meo, ne s'affiche pas trop inquiet.

Confiance des inves-

tisseurs Kering ne semble toutefois pas avoir perdu la confiance des investisseurs malgré ses résultats en baisse. Le cours de son action a bondi de près de 15 %, dépassant les 294 euros, ce mardi dès l'ouverture par rapport à la clôture la veille. Avant de s'établir autour des 289 euros à la mi-journée (+11,5 %). Une belle remontada qui a permis d'effacer une grande partie des pertes cumulées depuis le début de l'année. Le cours s'élevait en effet à 308 euros mi-janvier avant de dégringoler autour de 245 euros début février. Le marché salue en particulier le « chiffre d'affaires au quatrième trimestre », explique un analyste de RBC Capital Markets dans une note.

Avec latribune.fr

Médias

Des zones de guerre à l'espace, la radio reste un lien vital

Alors que le monde se passionne pour des écrans toujours plus lumineux et des flux numériques tentaculaires, la radio perdure avec une résilience discrète, façonnant la manière dont nous partageons nos expériences et nous comprenons les uns les autres. Ses ondes vont là où le regard ne peut atteindre, s'associant à des innovations de pointe dans certains endroits, et devenant ailleurs un lien vital, indispensable, lorsque la technologie ne suit plus.

Chaque 13 février marque la Journée mondiale de la radio, une célébration fixée au moment où la Radio des Nations Unies a émis pour la première fois, il y a 80 ans. Les équipes d'ONU Info ont recueilli des récits venus des quatre coins du monde qui révèlent une vérité simple : dans les lieux brisés par les conflits, les catastrophes ou de profondes fractures numériques, la radio demeure un battant constant et fiable – apportant information, réconfort et connexion là où d'autres signaux ne parviennent pas.

De la Radio de l'ONU à ONU Info

Ce rôle durable est profondément inscrit dans l'histoire même des Nations Unies. Il y a quatre-vingts ans, alors que le monde sortait des ravages de la Seconde guerre mondiale, la Radio de l'ONU a commencé à émettre depuis de



modestes studios au Siège de l'Organisation à New York, atteignant le public grâce à des bulletins d'information et des programmes en cinq langues, transmettant souvent l'intégralité des débats du Conseil de sécurité. Au fil des décennies, des voix emblématiques comme Edward R. Murrow, Marlon Brando, Audrey Hepburn ou Frank Sinatra ont contribué à raconter des histoires mondiales, tandis que les auditeurs entendaient des discours historiques de dirigeants tels que John F. Kennedy, Mikhaïl Gorbatchev, Nelson Mandela, Fidel Castro ou le pape Jean-Paul II.

Cet héritage a évolué pour devenir ce qu'est aujourd'hui ONU Info, une plateforme multimédia publiée en 10 langues et connectée à des audiences dans plus de 170 pays. Elle propose des bulletins d'information, des informations de dernière minute, des interviews, des couvertures en direct et des récits approfondis sur les défis les plus urgents du monde – ainsi que sur les efforts en cours pour y répondre.



Une demande croissante de communications radio dans l'espace

Même au-delà de la Terre, la radio continue de soutenir la communication et la découverte. Depuis le lancement du premier satellite en 1957, les ondes radio portent le travail discret de l'exploration, devenant le pont invisible derrière les communications spatiales, la surveillance de la Terre et la navigation. Alors que l'exploration spatiale s'accélère, ces fréquences deviennent encore plus cruciales. Alexandre Vallet, chef des services spa-

tiaux à l'Union internationale des télécommunications (UIT), a expliqué à ONU Info en portugais que les satellites équipés de capteurs très sensibles s'appuient sur les bandes de spectre protégées par l'UIT pour suivre avec précision l'accélération des effets du changement climatique. Il a précisé que les projets lunaires en expansion des grandes puissances spatiales – notamment des projets des États-Unis et de la Chine visant à établir des bases permanentes – devraient entraîner une forte hausse des besoins en radiocommunications. Cette montée en puissance, a-t-il averti, pourrait menacer la Zone protégée de la Lune, préservée par un traité de l'UIT datant des années 1970 afin de conserver le silence lunaire indispensable à l'étude des premiers instants de l'univers. « Lors de la prochaine conférence sur le règlement des radiocommunications, à la fin de 2027, nous discuterons pour la première fois

de la mise en place d'un cadre réglementaire pour la gestion du spectre radio sur la Lune. Il faudra trouver un bon équilibre entre le besoin de liens de communication et la nécessité de protéger le spectre à des fins scientifiques », a-t-il déclaré.

Un signal qui perdure

À travers les zones de conflit, les réponses aux catastrophes, les efforts d'accessibilité, l'innovation numérique et même les confins de l'espace, la radio continue de démontrer sa force silencieuse mais remarquable. Dans un monde submergé par les images et une technologie en accélération constante, ces ondes invisibles demeurent un rappel que les formes de communication les plus simples portent souvent le plus grand pouvoir : informer, protéger et unir.

HOROSCOPE finance

Bélier Excellente journée pour se remettre à flot ou augmenter son capital grâce aux bonnes influences de Jupiter. Le moment sera favorable pour la signature de contrats et pour réaliser des acquisitions ou effectuer des transactions.

Taureau

Journée marquée par la chance qu'il vous faudra saisir à pleines mains dès qu'elle se présentera. Une sorte de prémonition, sous forme de rêve ou de pressentiment, vous en avertira en temps opportun. Ne soyez pas étourdi ou désabusé.

Gémeaux

Neptune en cet aspect sera un facteur de chance et de protection sur le plan pécuniaire. Mais attention : il rendra très naïf. N'accordez pas votre confiance sans réflexion, sinon vous seriez la proie idéale pour des escrocs.

Cancer

Vous ne faites pas partie des personnes les mieux organisées sur le plan financier. Mais avec cet impact de Neptune, vous allez d'un coup vous transformer en fourmi prévoyante. Vous parviendrez à y voir plus clair ; vous éviterez aussi de céder à des tentations ruineuses.

Lion

Sur le plan pécuniaire, vous aurez intérêt à élaborer une stratégie à moyen terme. C'est elle qui vous permettra d'obtenir les meilleurs résultats. Si vous voulez effectuer une importante transaction immobilière, prenez toutes les précautions nécessaires.

Vierge

Ne comptez pas trop sur les banques. Elles pourraient bloquer un projet qui demande un trop gros prêt. Il vaudrait mieux attendre pour ce genre de transaction d'avoir plus d'atouts et de garanties. Le climat astral ne vous sera d'ailleurs pas très favorable.

Balance Vous gérerez le budget familial avec assurance et doigté. Vous pourrez même effectuer une importante transaction à la faveur du Soleil en aspect harmonique. Ne faites pas encore ce gros achat envisagé depuis peu.

Scorpion

Votre premier souci en cette journée ? Faire fructifier vos ressources et accroître rapidement vos gains. Malgré les difficultés actuelles, vous serez convaincu que cet objectif est parfaitement réalisable. Les influences planétaires vous donneront l'audace et l'allant nécessaires pour parvenir à vos fins. Si vous devez régler une affaire concernant des biens familiaux, vous ne perdrez pas de temps en palabres inutiles et vous agirez avec un maximum de compétence et d'efficacité.

Sagittaire

Avec cet aspect de Neptune, tout ira bien sur le front financier si vous évitez de prendre des décisions trop hâtives, et si vous vérifiez plutôt deux fois qu'une les contrats que vous signerez.

Capricorne

Rien de bien important à signaler dans le domaine financier, où devrait régner une relative stabilité. Les fourmis seront toutefois mieux favorisées que les cigales. Si vous avez dernièrement dépassé votre budget, vous aurez du mal à boucler le mois. Cette alerte ne sera pas nécessairement négative : elle aura au moins pour effet de vous rendre plus prudent. Ne sombrez pas pour autant dans la pingrerie !

Verseau

Avec cet aspect de Pluton, nombre d'entre vous vont passer la journée à réorganiser leur budget, ou à tenter de revoir leurs placements et leurs investissements. Mais les décisions à prendre ne seront pas tellement évidentes, et vous risquez donc d'hésiter longuement et changer souvent d'avis.

Poisson

La chance pourra enfin être au rendez-vous et gonfler votre escarcelle. Alors, pour une fois, jouez sans complexes les têtes brûlées pour doper votre moral. Offrez-vous cet objet que vous convoitiez depuis si longtemps. Faites le voyage dont vous avez toujours rêvé. Mais, quoi que vous fassiez, ménagez-vous quand même une position de repli en cas de problème.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses – Agoè Télessou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Vivien ATAHPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



Vista Group Holding finalise l'acquisition de 99,99 % de Saham Assurances Niger, désormais Vista Assurances Niger, et accélère le développement de son pôle assurances en Afrique de l'Ouest

Niamey – le 12 Février 2026 – Vista Group Holding, groupe panafricain de services financiers, annonce avoir finalisé l'acquisition de 99,99 % du capital de Saham Assurances Niger, laquelle opère désormais sous l'enseigne Vista Assurances Niger. Cette opération marque une nouvelle étape stratégique dans le développement du pôle assurances du Groupe et s'inscrit dans sa vision de bâtir un écosystème financier intégré banque-assurance, afin d'élargir l'accès aux solutions de protection financière pour les particuliers, les entreprises et les institutions.

Déjà présent dans l'assurance à travers Vista Assurances Guinée et Vista Assurances Burkina Faso, Vista Group Holding consolide, avec Vista Assurances Niger, un réseau régional d'assurance moderne, inclusif et orienté client.

« *L'assurance est un levier essentiel de résilience économique et sociale. À travers Vista Assurances Niger, notre ambition est de démocratiser l'accès à la protection, de renforcer la confiance dans le secteur assurantiel et d'accompagner les ménages comme les entreprises face aux risques du quotidien. Cette acquisition reflète notre volonté d'apporter des solutions utiles, concrètes et adaptées aux réalités locales* », a déclaré **Simon Tiemtoré**, Chairman de Vista Group Holding.

Cette nouvelle implantation permettra à Vista de contribuer activement à la structuration du marché de l'assurance au Niger, à la promotion de la culture assurantielle et au soutien du tissu économique local.

Par ailleurs, cette acquisition ouvre la voie à de fortes synergies entre les banques du Groupe Vista et ses entités d'assurance dans l'espace UMOA, notamment à travers le développement de parcours clients intégrés, des offres croisées banque-assurance (bancassurance), le partage d'expertises commerciales et opérationnelles, ainsi qu'une meilleure couverture des besoins financiers et assurantiels des clients Retail, PME et Corporate à l'échelle régionale.

« *Notre approche repose sur une transformation progressive, centrée sur l'expérience client et le développement de pro-*



duits simples, accessibles et à forte valeur ajoutée. Avec Vista Assurances Niger, nous voulons bâtir un acteur de proximité, capable d'élever les standards du marché tout en restant profondément ancré dans son environnement », a ajouté **Yao Kouassi**, Directeur Général du Groupe.

Avec cette opération, Vista Group Holding confirme sa volonté de développer un pôle assurances robuste, complémentaire à ses activités bancaires, et de renforcer son engagement en faveur d'une croissance inclusive et durable à travers le continent.

A propos de Vista

Le Groupe Vista est une société holding de services financiers dont l'objectif est de devenir un établissement financier panafricain de classe mondiale et de participer à l'inclusion économique et financière en Afrique. Vista a établi des partenariats avec plusieurs établissements financiers internationaux afin de mettre en œuvre sa stratégie de croissance dans le secteur des M&PME (services bancaires aux PME, leasing, affacturage, mésofinance, services bancaires aux femmes, etc...), du financement du commerce et de la chaîne logistique, le corporate banking ainsi que la bancassurance. Le Groupe Vista nourrit l'ambition de saisir toutes les opportunités sur ses marchés afin de devenir un établissement financier de tout premier choix grâce à des produits bancaires et d'assurance innovants.



Kloto

Le ministre Isaac Tchiakpé visite les artistes plasticiens en résidence à Kpalimé

Le ministre du Tourisme, de la Culture et des Arts, Isaac Tchiakpé, a effectué, le samedi 14 février à Kpalimé, une visite auprès des artistes plasticiens en résidence internationale d'art contemporaine à l'hôtel 30 Août dans le cadre du projet artistique et environnemental « La sève parlante ».

Porté par Amouzou Foundation Association (AFA), une organisation engagée dans des actions sociales à travers l'art et la culture, ce projet réunit, du 10 au 25 février, une quinzaine d'artistes contemporains de douze pays d'Afrique, d'Europe et d'Asie (Benin, Burkina-Faso, Cameroun, RD Congo, Italie, Côte d'Ivoire, Macédoine, Nigeria, Russie, Sénégal, Afrique du Sud et Togo). Placée sous le thème « Jusqu'à ce que la sève ne brûle », cette résidence vise à encourager la création artistique autour des enjeux environnementaux et à promouvoir la protection de la nature à travers les arts. Selon l'artiste plasticien togolais et initiateur du projet, Daté Kodjo Amouzou, ce thème est « une invite faite aux artistes à développer une démarche écologique et culturelle, afin de sensibiliser à la préservation de l'environnement et d'interpeller les populations sur les pratiques qui le dégradent ». Au cours de leur séjour, les artistes produisent des œuvres qui seront exposées au ministère du Tourisme, de la Culture et des Arts avant d'être présentées dans plusieurs rendez-vous internationaux,



notamment aux biennales de Dakar, de Venise (Italie) et de Macédoine. Pendant une année, ces créations feront l'objet d'un circuit d'expositions. Les recettes issues des ventes et des expositions serviront à financer des actions sociales, notamment en faveur des personnes âgées, des enfants atteints de cancer et des projets d'adduction d'eau potable.

Une nouvelle résidence artistique bientôt construite

La visite ministérielle s'est poursuivie dans le village de Nyogbo Sud, dans la commune Agou 1, avec la pose de la première pierre de la future résidence artistique, prévue sur un site d'un hectare au pied de la montagne. Pour M. Tchiakpé, ce projet constitue « une initiative qui allie culture, écotourisme et préservation de l'environnement ».

Il a souligné que ce cadre pourra contribuer à renforcer l'attractivité touristique d'Agou, tout en valorisant le potentiel naturel et économique de la région des Plateaux. Le ministre a assuré de l'accompagnement du gouvernement et des collectivités locales, rappelant que la stratégie nationale vise à faire de cette région un pôle touristique majeur. Il encouragé les artistes à poursuivre leurs efforts, saluant leur contribution à la création et à la promotion des œuvres de l'esprit. La résidence artistique offre un cadre d'échanges et de partage d'expériences entre créateurs de différentes nationalités. « Chaque artiste apporte ses connaissances et ses techniques, ce qui favorise l'apprentissage mutuel et l'enrichissement collectif », a expliqué l'artiste praticienne Akpaloo Abila Sika.

Avec ATOP/AYH/ER/BA



● Le ministre apprécie l'œuvre d'un artiste



● Le ministre pose la première pierre de la résidence artistique

Real Madrid

Trent Alexander-Arnold a choqué tout le monde

Le latéral droit, de retour dans le onze titulaire après une longue blessure, a fait taire les critiques à son égard samedi soir contre la Real Sociedad.

Il n'avait plus été titulaire depuis le 3 décembre dernier. Après être revenu le week-end dernier avec un petit quart d'heure de jeu face à Valence en Liga, Trent Alexander-Arnold était aligné d'entrée face à la Real Sociedad samedi soir lors de la large victoire des Merengues contre les Basques (4-1). Une rencontre après laquelle Vinicius Jr fait logiquement la une, lui qui a brillé en l'absence de Kylian Mbappé. Mais un autre



homme fait aussi parler de lui - en bien cette fois - et c'est Trent Alexander-Arnold, qui avait des choses à prouver. Il faut dire que ses prestations sur la première partie de saison avaient été très critiquées, n'étant clai-

rement pas au niveau attendu par l'opinion publique madrilène, aussi agacée par ses pépins physiques à répétition. De plus, il y a aussi un gros débat sur qui doit être le titulaire au poste de latéral droit à Madrid, avec trois candidats sérieux : Fede Valverde, Dani Carvajal, de retour de blessure lui aussi, ainsi que le latéral anglais. Et clairement, contre les Basques, il a marqué des points.

Avec footmercato.net

Tchamba

Le district sanitaire affiche un bilan élogieux en 2025

Le district sanitaire de Tchamba a organisé, les 12 et 13 février, la revue annuelle des performances de ses activités 2025 révélant un bilan globalement élogieux.

Cette revue a permis d'apprécier la performance dans la mise en œuvre du Plan d'action opérationnel (PAO) 2025 du district en rapport au Plan national de développement sanitaire (PNDS) 2023-2027 et au processus de l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD). Il s'est agi de faire le point de l'exécution des recommandations de la dernière revue et d'examiner la mise en œuvre des activités de 2025 au niveau de chaque formation sanitaire. Cette revue a donné lieu à l'appréciation du niveau d'atteinte des résultats escomptés du PAO 2025 en rapport au processus de l'atteinte des ODD. Elle a servi de cadre pour relever les points forts, les goulots d'étranglement, les difficultés et les contraintes liés au déroulement des activités tout en proposant des pistes d'amélioration et des mesures correctrices. Cette rencontre a donné l'occasion aux acteurs de réfléchir sur des sujets spécifiques en vue de la pérennisation des acquis des projets de développement du district et l'exploration d'éventuelles opportunités.



Elle a débouché sur la formulation des recommandations pour l'année 2026 eu égard aux goulots d'étranglement identifiés. Le bilan des activités révèle des avancées significatives sur les trois axes du PNDS. En matière de rapprochement des soins de santé des habitants (Axe 1), le district a franchi une étape clé avec un taux de fréquentation de 62,35 % pour les consultations externes, représentant plus de 133 800 contacts. A en croire, le premier responsable, ce résultat, est un signe tangible que le système de santé gagne la confiance des habitants de Tchamba. Dans le domaine de la santé maternelle et néonatale (Axe 2), les indicateurs sont porteurs d'espoir avec 6272 accouchements réalisés en formation sanitaire par un personnel qualifié. Le district enregistre

un taux exceptionnel de 110,93 % pour la CPN1 et une progression du taux de consultation dès le premier trimestre qui culmine à 25,46 %, prouvant que les femmes intègrent de mieux en mieux l'importance d'un suivi précoce. S'agissant de la maîtrise des maladies et sécurité sanitaire (Axe 3), il a été noté une intensification de la lutte contre les fléaux silencieux que sont l'hépatite virale B et la syphilis pour lesquelles 7318 et 6134 femmes enceintes ont été dépistées. Plus de 7 040 femmes enceintes ont bénéficié du traitement préventif intermittent (TPI1). Le directeur préfectoral de la Santé, Dr Wasungu Ditorguéna a souligné que ces performances font de Tchamba un élève appliqué de la vision nationale.

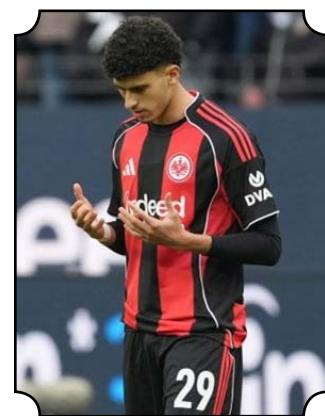
Avec ATOP/MEK/BA

Bundesliga

Francfort tient encore une nouvelle pépite offensive !

Réputé pour son recrutement pertinent dans le secteur offensif, Francfort tient sans doute une nouvelle pépite en la personne d'Ayoub Amaimouni, débarqué pour seulement 200 000 euros cet hiver.

Randal Kolo Muani pour 95 millions, Hugo Ekitiké pour 95 millions, Omar Marmoush pour 75 millions, Luka Jovic pour 63 millions, Sébastien Haller pour 50 millions... Ces dernières années, Francfort est connu pour réaliser d'incroyables ventes sur le marché des transferts. Le club allemand est un propulseur de carrière et arrive souvent à mettre en avant ses attaquants. Et s'il y a parfois quelques petits coups manqués comme Elye Wahi par exemple, la direction sportive n'hésite pas à aller chercher des joueurs à fort potentiel. Car ce qui fait la force de Francfort sur le mercato, c'est aussi les idées du club allemand pour aller dénicher certains joueurs. Et avec une cellule de recrutement efficace, le directeur sportif Markus Krösche n'hésite pas à tenter des coups dans les divisions inférieures. Cet hiver, Francfort a d'ailleurs réalisé deux coups qui s'annoncent déjà



Acheté pour 200 000 euros il y a quelques semaines

Dans le même temps, Francfort est allé chercher le surprenant ailier gauche Ayoub Amaimouni-Echghouyab (20 ans) pour 200 000 euros. Ce dernier se régala du côté de la réserve du TSG Hoffenheim en troisième division allemande (9 buts et 6 passes décisives en 18 matchs) et fait depuis sensation en Bundesliga. Arrivé dans un rôle de remplaçant, il n'a pas tardé avant de bluffer son monde. Et ce samedi, il a connu sa première titularisation face à Gladbach. Une titularisation qu'il a fêtée par un sublime but d'une frappe du gauche enroulée depuis l'extérieur de la surface. De quoi un peu plus soigner ses stats avec désormais trois buts marqués en 146 minutes jouées avec Francfort. Et avec également une passe décisive face à l'Union Berlin en championnat.

Avec footmercato.net



Transformation Digitale des Entreprises Africaines

METHODES – OUTILS ET ACCOMPAGNEMENT

INNOVATION CONSULTING & TRAINING - CANADA
ATTESTATION STRAT.IN CANADA À L'ISSUE DE LA FORMATION



QUÉBEC - CANADA



admin@stratin-canada.com

09 - 10 - 11 AVRIL 20
26



+1 418 490 2281



+228 90 44 55 71